

# Pourquoi les fonctionnaires fédéraux sont en grève lundi

■ Les administrations et OIP seront à l'arrêt pour contester les attaques contre le statut.

Ce lundi, n'essayez pas de contacter l'Onem, la Capac, le ministère des Finances, l'Afsca, la Justice (y compris certains palais et prisons) ou encore l'ONSS. Toutes ces administrations et organismes d'intérêt public (OIP) fédéraux seront fortement perturbés, voire complètement à l'arrêt, à la suite d'un appel à la grève lancé par le front commun syndical. Par contre, ni les transports en commun, ni les administrations régionales ne sont concernés par cette action, qui sera peut-être suivie d'autres.

A l'origine de ce mouvement de grève, un blocage au sein du comité B, où gouvernement fédéral et syndicats de la fonction publique négocient le nouveau statut que le gouvernement Michel veut mettre en place pour les fonctionnaires fédéraux. *"Le gouvernement veut moderniser le statut de fonctionnaire, explique André Gilles (CGSP). Nous sommes prêts à en discuter mais il ne nous a pas consultés au préalable et il veut que ce soit terminé en un mois, d'ici fin mai. En Suède, cela a pris huit ans."*

Plus particulièrement dans le viseur des syndicats, le démantèlement de la nomination statutaire, l'introduction du travail intérimaire, la modification du régime des congés et la suppression du crédit maladie. *"Mais cela s'ajoute aux coupes budgétaires, aux non-remplacements, à la charge de travail qui augmente et aux attaques contre nos pensions",* commente Silvana Bossio (CSC).

## Un statut qui garantit l'indépendance

*"On ne peut pas détruire en un mois un statut qui a été créé en 1937 et a permis à l'administration de fonctionner sans arrêt, y compris pendant la Seconde Guerre mondiale ou quand la Belgique a été privée de gouvernement pendant 541 jours, poursuit André Gilles. Cette réforme est non seulement une attaque contre le statut des fonctionnaires, mais aussi contre l'Etat de droit, car le statut garantit l'indépendance de l'administration, au contraire des emplois contractuels et intérimaires."*

Les syndicats, énervés par le mépris affiché par le ministre Vandeput (N-VA), annoncent une forte mobilisation ce lundi et balaient les critiques sur le choix du 30 avril pour cette action. *"On a choisi cette date parce que les négociations viennent de debuter, justifie André Gilles. Non, ce n'est pas pour faire le pont. D'ailleurs, beaucoup de fonctionnaires qui s'étaient mis en congé ont supprimé leur congé et se sont mis en grève."*

L.G.